



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/AC.26/2004/10
23 septembre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION D'INDEMNISATION DES NATIONS UNIES
CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DE COMMISSAIRES «D2»
CONCERNANT LA TROISIÈME PARTIE DE LA DIX-HUITIÈME TRANCHE
DE RÉCLAMATIONS INDIVIDUELLES POUR PERTES ET PRÉJUDICES
D'UN MONTANT SUPÉRIEUR À 100 000 DOLLARS DES ÉTATS-UNIS
(RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE «D»)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 5	4
I. DÉROULEMENT DES TRAVAUX	6 - 8	6
II. CADRE JURIDIQUE	9 - 15	6
A. Cadre juridique général et exigences en matière de preuve	9	6
B. Le rôle du Comité	10 - 15	6
III. RÉCLAMATIONS «EXCEPTIONNELLEMENT IMPORTANTES OU COMPLEXES» POUR PERTE DE BIENS PERSONNELS (D4 (BP))	16 - 35	7
A. Réclamation n° 3005349	17 - 22	7
B. Réclamation n° 3005341	23 - 35	8
1. Propriété	26 - 30	8
2. Matérialité de la perte et lien de causalité	31 - 32	9
3. Réponse de l'Iraq	33 - 34	10
4. Évaluation	35	10
IV. RÉCLAMATIONS «EXCEPTIONNELLEMENT IMPORTANTES OU COMPLEXES» POUR PERTES COMMERCIALES OU INDUSTRIELLES DE TYPE D8/D9	36 - 80	10
A. Réclamation pour perte de revenus commerciaux ou industriels – n° 3007938	36 - 39	10
B. Réclamations pour perte de marchandises en stock	40 - 48	11
1. Réclamation n° 3002441	40 - 42	11
2. Réclamation n° 3009825	43 - 45	12
3. Réclamation n° 3005349	46 - 48	12
C. Réclamation pour perte de biens corporels – n° 3004587	49 - 53	13
D. Réclamation pour perte de véhicules de l'entreprise – n° 3009524	54 - 56	13

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
E. Réclamations concernant des pertes qui ont eu lieu en Iraq.....	57 - 65	14
1. Réclamation n° 3010718	57 - 60	14
2. Réclamation n° 4002385	61 - 65	15
F. Réclamations concernant des hôtels	66 - 80	15
1. Réclamation n° 3010489	67 - 71	15
2. Réclamation n° 3009261	72 - 77	16
3. Réclamation n° 3005736	78 - 80	17
V. AUTRES RÉCLAMATIONS CONCERNANT DES PERTES QUI ONT EU LIEU EN IRAQ	81 - 82	18
VI. QUESTIONS DIVERSES	83 - 87	18
A. Déduction d'indemnités allouées au titre de réclamations des catégories «A», «B» et «C».....	83	18
B. Taux de change monétaire	84 - 85	18
C. Calcul des intérêts.....	86	19
D. Frais d'établissement des dossiers de réclamation	87	19
VII. INDEMNITÉS RECOMMANDÉES.....	88 - 89	19
Notes.....		21

Introduction

1. Ce rapport est le treizième que le Comité de commissaires «D2» (le «Comité») – l'un des deux comités chargés d'examiner les réclamations déposées par des particuliers pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (USD) (réclamations de la catégorie «D») – présente au Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (la «Commission») en application de l'alinéa *e* de l'article 38 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (S/AC.26/1992/10) (les «Règles»). Il contient les décisions et les recommandations du Comité concernant la troisième partie de la dix-huitième tranche de réclamations, qui lui a été soumise par le Secrétaire exécutif de la Commission conformément à l'article 32 des Règles.
2. Le Comité a entrepris l'examen de la dix-huitième tranche en janvier 2003. En vertu de l'ordonnance de procédure n° 30 signée le 30 janvier 2003, il a fait savoir à tous les gouvernements ayant des réclamations dans cette tranche qu'il avait l'intention d'examiner celle-ci en deux parties. Le Comité a achevé l'examen des 380 réclamations de la première partie en juillet 2003, et celui des 383 réclamations de la deuxième partie en janvier 2004¹. Les événements survenus en Iraq en 2003 ayant entraîné la disparition de dossiers de réclamations précédemment transmis au Gouvernement iraquien, celui-ci n'a pas pu communiquer ses observations sur certaines réclamations en temps voulu pour qu'il en soit tenu compte dans le rapport sur la deuxième partie de la dix-huitième tranche. Avec l'approbation du Conseil d'administration, le Comité a donc décidé d'examiner les réclamations en question dans une troisième partie de la dix-huitième tranche, pour laisser à l'Iraq le temps de formuler ses observations sur les dossiers qu'on lui a envoyés de nouveau.
3. Sur les 41 réclamations qui font l'objet du présent rapport, 17 ont été jugées «exceptionnellement importantes ou complexes» au sens de l'alinéa *d* de l'article 38 des Règles, le montant réclamé dépassant dans chaque cas USD 10 millions. Ces 17 réclamations ont toutes été transmises à l'Iraq pour observations, vu l'importance des sommes en cause. Vingt autres réclamations lui ont été communiquées pour observations parce qu'elles comportaient des pertes ayant eu lieu en Iraq. Les quatre dernières réclamations lui ont été transmises parce que les requérants demandaient à être indemnisés de pertes découlant de l'interruption de contrats conclus avec une partie iraquienne. L'Iraq a fait par écrit des observations sur toutes les réclamations comprises dans le présent rapport, observations que le Comité a dûment prises en considération.
4. Les pertes dont il est fait état dans la troisième partie de la dix-huitième tranche sont le plus souvent des pertes commerciales ou industrielles subies par des personnes physiques (D8/D9). De nombreuses réclamations portent aussi sur la perte de biens personnels (D4 (BP)), de salaires (D6) et de biens immobiliers (D7). La majorité des réclamations ont été présentées par les Gouvernements koweïtien, jordanien et égyptien.
5. Le tableau 1 ci-après indique, par entité déclarante, le nombre de réclamations soumises au Comité et le nombre de réclamations sur lesquelles il s'est prononcé dans les première, deuxième et troisième parties de la dix-huitième tranche. Le Comité a réglé en tout 804 réclamations dans cette tranche.

Tableau 1. Récapitulation des réclamations de la dix-huitième tranche, par entité déclarante
(première, deuxième et troisième parties)

<u>Entité déclarante</u>	<u>Nombre de réclamations réglées par le Comité dans la première partie de la dix-huitième tranche</u>	<u>Nombre de réclamations réglées par le Comité dans la deuxième partie de la dix-huitième tranche</u>	<u>Nombre de réclamations réglées par le Comité dans la troisième partie de la dix-huitième tranche</u>	<u>Nombre total de réclamations réglées par le Comité dans la dix-huitième tranche</u>
Algérie	–	1	–	1
Allemagne	–	1	1	2
Arabie saoudite	12	4	1	17
Argentine	–	1	–	1
Bahreïn	–	2	–	2
Canada	2	9	–	11
Chypre	–	1	–	1
Danemark	–	1	–	1
Égypte	7	9	7	23
Espagne	1	–	–	1
États-Unis	16	10	–	26
France	–	2	–	2
Grèce	–	2	–	2
Hongrie	1	–	–	1
Inde	11	10	1	22
Irlande	1	–	–	1
Italie	1	–	1	2
Japon	–	1	–	1
Jordanie	72	125	9	206
Koweït	146	158	12	316
Liban	10	3	3	16
Pakistan	5	9	1	15
République arabe syrienne	17	3	–	20
Royaume-Uni	7	11	3	21
Somalie	–	1	–	1
Soudan	1	2	–	3
Tunisie	–	1	–	1
Turquie	2	–	–	2
Yémen	65	9	2	76
HCR Canada	–	1	–	1
PNUD Émirats arabes unis	–	1	–	1
PNUD Koweït	1	1	–	2
PNUD Washington	1	3	–	4
UNRWA Gaza	1	1	–	2
<u>Total</u>	<u>380</u>	<u>383</u>	<u>41</u>	<u>804</u>

I. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

6. Dans son ordonnance de procédure n° 30 du 30 janvier 2003, le Comité a annoncé son intention de mener à bien l'examen des réclamations de la dix-huitième tranche et de présenter son rapport et ses recommandations au Conseil d'administration. Il s'est réuni périodiquement pour examiner les réclamations.

7. Pour l'examen des réclamations de la troisième partie de la dix-huitième tranche, le Comité a tenu compte du contexte factuel de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, exposé en détail dans son rapport sur la sixième tranche².

8. Le Comité a aussi tenu compte d'autres éléments, notamment des renseignements accompagnant les réclamations que le Secrétaire exécutif lui a communiqués en application de l'article 32 des Règles. Il a en outre pris en considération les informations et les observations présentées par certaines entités déclarantes ainsi que par l'Iraq en réponse aux rapports soumis par le Secrétaire exécutif au Conseil d'administration conformément à l'article 16 des Règles. Enfin, le Comité a examiné les réponses de l'Iraq concernant les réclamations qui font l'objet du présent rapport.

II. CADRE JURIDIQUE

A. Cadre juridique général et exigences en matière de preuve

9. Le cadre juridique général et les exigences en matière de preuve pour le règlement des réclamations de la catégorie «D» sont exposés au chapitre III du rapport sur la sixième tranche³. Comme il l'avait fait pour les tranches précédentes, le Comité a examiné les réclamations de la troisième partie de la dix-huitième tranche conformément à l'article 35 des Règles et a formulé ses recommandations après avoir étudié les pièces justificatives et les autres éléments de preuve.

B. Le rôle du Comité

10. Le Conseil d'administration a confié au Comité les trois tâches suivantes: premièrement, s'assurer que la perte présumée est du domaine de compétence de la Commission et qu'elle est indemnisable en principe; deuxièmement, vérifier si cette perte a été effectivement subie par le requérant; troisièmement, déterminer le montant de toute perte indemnisable subie par le requérant et recommander une indemnité correspondante.

11. Compte tenu des exigences auxquelles doivent satisfaire les requérants de la catégorie «D» en ce qui concerne les moyens de preuve et le lien de causalité, et considérant les principes de droit qui doivent être respectés dans l'évaluation des pertes indemnisables, une évaluation cas par cas s'impose. En résumé, le Comité s'est attaché à examiner les réclamations en appliquant de façon cohérente et objective les principes établis.

12. Dix-sept des 41 réclamations qui font l'objet du présent rapport ont été considérées par le Comité comme «exceptionnellement importantes ou complexes» et portent sur des pertes commerciales ou industrielles D8/D9 d'un montant supérieur à USD 10 millions. À la demande du Comité, le secrétariat s'est employé à obtenir des éclaircissements au sujet de ces réclamations, en s'entretenant notamment avec les requérants et leurs représentants ainsi qu'en contrôlant sur place des documents et des locaux. Des tiers qui avaient fait des déclarations

concernant les pertes alléguées – vérificateurs des comptes, compagnies d'assurance, fournisseurs de bijoux, etc. – ont également été contactés par téléphone, par lettre ou en personne, afin d'aider le Comité à évaluer l'authenticité et la valeur probante des pièces justificatives présentées par les requérants. Ces contacts avec des tiers se sont, dans certains cas, révélés déterminants pour l'examen des pertes.

13. Le Comité a fait appel au concours d'experts-conseils pour l'estimation de biens personnels ayant soit une grande valeur, soit un caractère exceptionnel. Dans le cas de deux réclamations «exceptionnellement importantes ou complexes» pour perte de biens personnels D4 (BP), les biens expertisés étaient des bijoux. Les experts-conseils, après avoir examiné les pièces justificatives soumises par les requérants, ont présenté au Comité des rapports d'expertise sur les objets en question.

14. Pour les trois réclamations concernant des hôtels au Koweït, le Comité a aussi fait appel au concours d'un métreur expert en sinistres qui connaissait bien le marché des assurances et du bâtiment au Koweït. Cet expert-conseil a accompagné les membres du secrétariat lors de l'inspection des hôtels et a participé à des entretiens avec le requérant. Après avoir également examiné les pièces justificatives fournies par celui-ci, l'expert-conseil a présenté au Comité un rapport pour chaque réclamation.

15. Pour chacune des autres réclamations «exceptionnellement importantes ou complexes», le Comité a été assisté par un juricomptable qui lui a présenté un rapport sur le risque de surestimation présenté par ces réclamations.

III. RÉCLAMATIONS «EXCEPTIONNELLEMENT IMPORTANTES OU COMPLEXES» POUR PERTE DE BIENS PERSONNELS (D4 (BP))

16. Le Comité a examiné deux réclamations pour perte de bijoux, qu'il a jugées «exceptionnellement importantes ou complexes» au sens de l'article 38 des Règles et pour lesquelles il s'est attaché le concours d'experts-conseils. À sa demande, ceux-ci ont procédé à une expertise détaillée pour chaque bien et lui ont donné leur avis sur la valeur de remplacement la plus basse en 1990.

A. Réclamation n° 3005349

17. L'auteur de la première réclamation «exceptionnellement importante ou complexe» portant sur des bijoux affirme avoir perdu cinq parures de diamants d'une valeur de USD 2 352 941 (les «biens expertisés»), qui avaient été achetées à un fournisseur koweïtien.

18. À la demande du Comité, des membres du secrétariat se sont entretenus sur place avec les représentants du requérant ainsi qu'avec le fournisseur de bijoux, à l'occasion d'une mission technique effectuée au Koweït en janvier 2003. Le requérant n'a toutefois pas pu participer à cet entretien, pour cause de maladie.

19. Pour l'examen de la réclamation, le Comité a pris en considération les éléments de preuve fournis par le requérant afin d'établir son droit de propriété sur les biens, la matérialité de la perte et le lien de causalité.

20. Le requérant avait d'abord fourni un inventaire des bijoux précisant le nombre de carats, l'eau et la teinte des pierres (l'«inventaire initial»). Pendant l'entretien avec ses représentants, son avocat a expliqué que l'inventaire initial avait été établi sur la base de conversations que le requérant avait eues avec le fournisseur en 2000, mais que plusieurs erreurs avaient été commises lors de la transcription et que cette liste n'était donc pas absolument exacte. Il a fourni un inventaire révisé, certifié conforme par le même fournisseur et daté de janvier 2003 (le «nouvel inventaire»). Le nouvel inventaire comprend sept parures de diamants et le montant total réclamé a été ramené à USD 2 288 927.

21. Des membres du secrétariat se sont entretenus avec le fournisseur de bijoux. Celui-ci a déclaré qu'il n'avait pas vu l'inventaire initial soumis à la Commission, mais que le nouveau était bien la liste des achats effectués avant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Il n'avait pas gardé de documents concernant ces achats et n'avait pas non plus transcrit ses conversations avec le requérant en 2000. Le fournisseur a affirmé que le nouvel inventaire correspondait uniquement aux achats dont il se souvenait personnellement.

22. Le Comité a comparé l'inventaire initial au nouvel inventaire et a constaté des différences sensibles dans la description du nombre de carats, de l'eau et de la teinte de chaque joyau. Il a donc considéré que les bijoux énumérés dans le nouvel inventaire représentaient une réclamation nouvelle qui n'avait pas été déposée dans les délais. Aucun élément de preuve n'ayant été soumis pour les biens expertisés décrits dans l'inventaire initial, le Comité conclut que le requérant n'a pas démontré qu'il était propriétaire des biens expertisés et recommande de ne pas lui accorder d'indemnité à ce titre.

B. Réclamation n° 3005341

23. Dans la deuxième réclamation «exceptionnellement importante ou complexe» portant sur des bijoux, la requérante affirme avoir perdu 36 parures de pierres précieuses d'une valeur de USD 73 270 543 (les «biens expertisés»). Elle déclare qu'elle possédait une grande quantité de bijoux qui ont été volés pendant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, mais que sa réclamation ne porte que sur les pièces les plus précieuses, qui étaient serties de diamants, de rubis, de saphirs, d'émeraudes et de perles de la plus haute qualité. Nombre de ces bijoux avaient été fabriqués par des joailliers de renommée internationale, comme Harry Winston, Van Cleef & Arpels, Cartier et Bulgari. Certains lui avaient été offerts. La requérante ne fait état d'aucune autre perte de biens personnels.

24. À la demande du Comité, des membres du secrétariat et les experts-conseils se sont entretenus sur place avec la requérante ainsi qu'avec un fournisseur de bijoux, à l'occasion d'une mission technique effectuée au Koweït en novembre 2002. Ils ont également eu des entretiens avec d'autres fournisseurs de bijoux après cette mission.

25. Pour l'examen de la réclamation, le Comité a pris en considération les éléments de preuve fournis par la requérante afin d'établir son droit de propriété sur les biens, la matérialité de la perte et le lien de causalité.

1. Propriété

26. La requérante a fourni un inventaire détaillé des 36 biens expertisés dans sa déclaration personnelle. Cet inventaire donne des renseignements sur la qualité et le nombre de carats

des diamants et d'autres pierres précieuses. Elle a également fourni des photos polaroid de 35 parures et plusieurs photographies de famille où elle-même et ses filles sont représentées portant certaines d'entre elles. Elle a expliqué qu'en 1986 ou 1987, sa fille avait pris des photos de ses principaux bijoux pour faciliter le choix des pièces à porter, et que ces photos avaient été retrouvées pendant le nettoyage de sa maison après l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq.

27. La requérante a aussi fourni plusieurs déclarations de joailliers comme Harry Winston, Van Cleef & Arpels, Graff, Gaspari et Bulgari, ainsi que de deux fournisseurs koweïtiens, qui donnent la liste des bijoux qu'elle leur avait achetés avant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. La majorité des biens expertisés sont décrits dans les lettres des deux fournisseurs koweïtiens. À la demande du Comité, le secrétariat a pris contact avec le fournisseur koweïtien qui était toujours en activité. Celui-ci a indiqué que la requérante était une très bonne cliente et qu'il avait établi sa déclaration de mémoire, en faisant également appel aux souvenirs de l'intéressée.

28. À la demande du Comité, le secrétariat a aussi contacté Harry Winston au sujet de deux biens expertisés censés avoir été fabriqués par ce joaillier. Le représentant de Harry Winston a déclaré que la cliente était bien connue de lui et d'autres grands noms de la joaillerie. Il a indiqué que Harry Winston gardait les factures pendant 10 ans seulement et ne pouvait donc pas fournir de renseignements sur les biens expertisés puisque, selon la requérante, ils avaient été achetés au début des années 80. On lui a montré les photographies des bijoux en question et il a estimé qu'une paire de boucles d'oreilles avait effectivement été fabriquée par Harry Winston et que les autres pièces semblaient aussi sortir de son atelier.

29. La requérante affirme en outre que cinq biens expertisés venaient de chez Van Cleef & Arpels. Des photographies de ces bijoux ont été soumises au joaillier. Les représentants de Van Cleef & Arpels ont confirmé que deux des biens en question avaient été achetés par la cliente à leur maison. Un troisième bijou semblait également provenir de leurs ateliers. Quant aux deux autres, ils ne pouvaient pas se prononcer en raison de la mauvaise qualité des photographies.

30. Se fondant sur l'ensemble des éléments de preuve, le Comité conclut que la requérante a démontré qu'elle était propriétaire des 36 biens expertisés.

2. Matérialité de la perte et lien de causalité

31. La requérante a fourni une déclaration personnelle dans laquelle elle affirme qu'au moment de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq elle se trouvait en France, mais que son fils et plusieurs domestiques étaient restés dans sa maison du Koweït. Plusieurs bijoux, dont les biens expertisés, se trouvaient chez elle dans une chambre forte. Elle déclare que pendant l'invasion et l'occupation du Koweït, son fils a été capturé et torturé par des soldats irakiens et que ses domestiques, à l'exception d'un gardien, se sont enfuis ou ont été obligés de quitter la maison. Celle-ci a été pillée à plusieurs reprises par des soldats irakiens et le gardien n'a pas pu les en empêcher. La requérante affirme qu'on lui a volé tous les bijoux qui se trouvaient dans la chambre forte et a fourni une photographie montrant la porte endommagée de celle-ci. Elle a soumis des déclarations de témoins faites par sa fille, son comptable et le gardien, qui confirment que la maison a été pillée.

32. La requérante n'a pas fourni de liste détaillée des bijoux volés parce qu'elle ne les avait plus tous en mémoire. Elle affirme qu'elle avait des centaines de bijoux dans sa maison du Koweït, dans ses autres résidences à l'étranger ainsi que dans un coffre à la banque, mais demande uniquement à être indemnisée de la perte des principales pièces qui se trouvaient dans la chambre forte de sa maison. Le Comité conclut que la perte des biens expertisés résulte directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, mais il applique un ajustement au montant recommandé du fait que la requérante n'a pas été en mesure d'indiquer avec précision où se trouvaient tous ses bijoux à la date de l'invasion et de l'occupation.

3. Réponse de l'Iraq

33. L'Iraq fait observer que la requérante semble avoir calculé le montant réclamé en se fondant sur des photographies, mais que celles-ci ne sont pas suffisantes pour déterminer la valeur des bijoux. Le Comité note que la requérante a fourni des déclarations de fournisseurs pour la plupart des biens expertisés et que ces déclarations indiquent le prix d'achat de ces objets. Il bénéficie en outre du concours des experts-conseils pour leur évaluation.

34. L'Iraq évoque aussi la possibilité que les bijoux aient été volés par des personnes autres que les soldats irakiens. Se fondant sur la déclaration personnelle et les déclarations de témoins fournies par la requérante, le Comité conclut que le vol des biens expertisés a eu lieu pendant la période ouvrant droit à indemnisation. Il note aussi que les pertes résultant de la perturbation de l'ordre public au Koweït pendant l'invasion et l'occupation irakiennes constituent des pertes directes. Il conclut par conséquent que le vol des biens expertisés, qu'il ait été commis par des soldats irakiens ou par d'autres personnes, peut donner lieu à indemnisation car il est attribuable aux troubles civils survenus au Koweït pendant la période ouvrant droit à indemnisation. L'Iraq attire également l'attention sur certaines différences entre la déclaration personnelle et les déclarations de témoins présentées par la requérante. Le Comité a pris ces observations en considération pour parvenir à ses conclusions concernant la propriété, la matérialité de la perte et le lien de causalité.

4. Évaluation

35. Le Comité considère que, pour l'évaluation des biens expertisés, il faut se baser sur la valeur de remplacement la plus basse en 1990 ou, s'il est moins élevé, sur le montant réclamé. Se fondant sur l'ensemble des éléments de preuve, il recommande d'allouer une indemnité de USD 12 728 000 pour les biens expertisés.

IV. RÉCLAMATIONS «EXCEPTIONNELLEMENT IMPORTANTES OU COMPLEXES» POUR PERTES COMMERCIALES OU INDUSTRIELLES DE TYPE D8/D9

A. Réclamation pour perte de revenus commerciaux ou industriels – n° 3007938

36. Le Comité a examiné une réclamation concernant les pertes de deux entreprises situées au Koweït, d'un montant de USD 43 900 100. La plus grande des deux entreprises comprenait trois divisions distinctes: ingénierie, commerce et investissement. La seconde était une agence de voyage, pour laquelle le requérant fait état de la perte de revenus commerciaux ou industriels.

37. À la demande du Comité, des membres du secrétariat, accompagnés du juricomptable, se sont entretenus avec le requérant et ont inspecté les locaux des entreprises, à l'occasion d'une mission technique effectuée au Koweït en octobre 2003. Les états financiers de la première entreprise montrent que la division de l'ingénierie et celle du commerce étaient déficitaires. Pendant l'entretien avec le requérant, celui-ci a déclaré que l'agence de voyage était financièrement viable. Sa réclamation repose donc entièrement sur la rentabilité de la division de l'investissement. Il affirme que les opérations sur ses comptes koweïtiens et étrangers ont été interrompues pendant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq.

38. L'Iraq fait valoir que la division de l'ingénierie et la division du commerce fonctionnaient à perte et que les revenus, si tant est qu'il y en eût, provenaient uniquement de la division de l'investissement, pour laquelle le requérant n'a pas fourni d'états financiers vérifiés. Le Comité a tenu compte de ces observations pour l'examen des pertes.

39. Se fondant sur les éléments de preuve, le Comité conclut que le requérant n'a pas apporté la preuve que ses comptes étrangers avaient été bloqués pendant la période de l'invasion et de l'occupation. Il conclut aussi que le requérant n'a pas établi le montant de la perte due au gel de son compte koweïtien. Il recommande donc de ne pas allouer d'indemnité pour perte de revenus commerciaux ou industriels et d'accorder un montant total de USD 9 473 239 pour les autres pertes D8/D9.

B. Réclamations pour perte de marchandises en stock

1. Réclamation n° 3002441

40. Le Comité a examiné une réclamation concernant les pertes d'une entreprise du Koweït qui fournissait des matériaux de construction, pertes se chiffrant à USD 20 916 676. Le requérant affirme qu'il avait au Koweït une aire de stockage de 10 000 m², qui a été pillée et vandalisée pendant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Il demande à être indemnisé de la perte de marchandises en stock, de revenus commerciaux ou industriels et de sommes à recevoir. À l'appui de sa réclamation, il a fourni une déclaration de son répondant au Koweït, qui affirme que le requérant a bien subi les pertes en question et confirme les montants réclamés. En outre, pour la perte de marchandises en stock, qui est le principal élément de la réclamation, le requérant a fourni une liste générale des biens considérés.

41. Le requérant déclare qu'il se trouvait à l'étranger au moment de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq et qu'il n'est pas retourné au Koweït pour des raisons de santé et des raisons financières. Il ne peut donc pas fournir d'éléments de preuve supplémentaires à l'appui de sa réclamation. L'Iraq fait valoir que le requérant n'a pas communiqué de renseignements suffisants concernant la nature de ses pertes D8/D9.

42. Le Comité recommande de ne pas allouer d'indemnité pour cette réclamation, le requérant n'ayant pas fourni d'éléments de preuve suffisants pour établir la matérialité des pertes alléguées.

2. Réclamation n° 3009825

43. Le Comité a examiné une réclamation concernant les pertes de deux entreprises situées au Koweït, d'un montant de USD 11 174 131. La première entreprise appartenait au secteur du bâtiment et faisait le commerce des matières mises au rebut. La seconde, plus petite, était un garage. Le requérant affirme que les soldats irakiens ont pillé l'une et l'autre. Il fait état de la perte de biens immobiliers, de biens corporels, de marchandises en stock, de numéraire, de revenus locatifs et de revenus commerciaux ou industriels. Il a fourni des contrats et des reçus de réparation, des contrats et des reçus de location, ainsi que des états financiers pour 1989 et 1990.

44. À la demande du Comité, le secrétariat avait prévu d'avoir un entretien avec le requérant à l'occasion d'une mission technique effectuée au Koweït en octobre 2003. Le requérant n'a toutefois pas pu y prendre part pour des raisons de santé. La principale perte correspond aux marchandises en stock. L'Iraq fait valoir que les éléments de preuve fournis par le requérant ne justifient pas le montant demandé à ce titre. Le Comité considère que la somme réclamée pour la perte de marchandises en stock est élevée par rapport au montant des bénéfices figurant dans les états financiers du requérant.

45. Se fondant sur l'ensemble des éléments de preuve, le Comité applique un ajustement au montant recommandé pour la perte de marchandises en stock et recommande d'allouer au total USD 4 825 655 pour les pertes D8/D9.

3. Réclamation n° 3005349

46. Le Comité a examiné une réclamation concernant les pertes de deux entreprises et de deux exploitations agricoles situées au Koweït, d'un montant de USD 11 728 339. La plus grande des deux entreprises était une entreprise générale et commerciale qui fabriquait aussi des carreaux, des articles en marbre et de l'aluminium. Pour cet établissement, le requérant fait état de dommages causés à des biens immobiliers, de la perte de biens corporels, de marchandises en stock, de revenus commerciaux ou industriels, de sommes à recevoir et de véhicules de l'entreprise, ainsi que d'un préjudice résultant de l'imposition d'une pénalité de retard. À l'appui de sa demande, il a fourni divers éléments de preuve – états financiers pour la période allant de 1987 à 1990, factures d'achat et certificats de retrait d'immatriculation.

47. À la demande du Comité, des membres du secrétariat, accompagnés du juricomptable, se sont entretenus avec la famille du requérant et ont procédé à une inspection des locaux des entreprises ainsi que des exploitations agricoles, à l'occasion d'une mission technique effectuée au Koweït en octobre 2003. La principale perte se rapporte aux marchandises en stock de l'entreprise générale. Le Comité note que les états financiers vérifiés du requérant présentent plusieurs irrégularités comptables en ce qui concerne cette perte. Par exemple, le montant réclamé à ce titre ne tient pas compte des ventes effectuées de janvier à juillet 1990.

Pour certaines activités, le montant des marchandises en stock représente cinq à sept fois le chiffre d'affaires annuel, ce qui semble excessif au Comité.

48. Pour ces raisons et pour d'autres motifs analogues, le Comité applique un ajustement aux résultats de l'évaluation de la perte de marchandises en stock. Il recommande d'allouer au total USD 5 109 909 pour les pertes D8/D9.

C. Réclamation pour perte de biens corporels – n° 3004587

49. Le Comité a examiné une réclamation concernant les pertes de deux entreprises situées au Koweït, d'un montant de USD 12 206 585. La plus grande des deux était une entreprise d'extraction de gravier. Pour cet établissement, le requérant fait état de la perte de véhicules de l'entreprise, de biens corporels, de marchandises en stock, de revenus commerciaux ou industriels et de sommes à recevoir. Il affirme que les soldats irakiens ont confisqué ses machines, son matériel et ses marchandises en stock pour les affecter à l'effort de guerre et à des travaux de construction. Il a fourni de nombreuses pièces justificatives relatives à l'achat de véhicules lourds, de machines et de matériels et à ses dépenses en capital, sous la forme de contrats de construction et de contrats d'achat concernant la majorité des biens faisant l'objet de sa réclamation.

50. L'Iraq déclare que le requérant n'a pas fourni d'éléments de preuve confirmant l'existence et la propriété des biens corporels et des véhicules de l'entreprise qu'il dit avoir perdus. Le Comité, pour sa part, considère que le requérant a soumis des pièces prouvant qu'il était propriétaire des biens et des véhicules en question, mais n'a pas fourni d'éléments suffisants pour justifier pleinement les montants réclamés dans le cas de certains d'entre eux. Il recommande donc de lui allouer, pour la perte de biens corporels et de véhicules de l'entreprise, une indemnité basée sur les montants étayés par des pièces justificatives.

51. L'Iraq fait également valoir que les pertes de revenus commerciaux ou industriels ont un caractère hypothétique et ne sont donc pas indemnisables. De l'avis du Comité, toutefois, le requérant a prouvé qu'il avait subi une perte de revenus commerciaux ou industriels, ses états financiers montrant que l'entreprise était bénéficiaire pendant les années qui ont précédé l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq.

52. Enfin, l'Iraq fait valoir que le constat de vol fourni par le requérant n'est pas une preuve suffisante de la perte car il indique que la police n'a pas été témoin direct du vol. Les constats de vol dressés par la police étant souvent fondés sur les déclarations de la victime, le Comité n'est pas convaincu par cet argument. Il considère que la déclaration personnelle, les déclarations de témoins et les photographies soumises par le requérant permettent d'établir la matérialité de la perte et l'existence du lien de causalité requis.

53. Le Comité recommande d'allouer une indemnité totale de USD 7 160 040 pour les pertes D8/D9.

D. Réclamation pour perte de véhicules de l'entreprise – n° 3009524

54. Le Comité a examiné une réclamation concernant des pertes, d'un montant de USD 52 334 197, subies par une entreprise établie au Koweït qui comprenait une «division contractuelle», s'occupant de la location et de la réparation de véhicules, et une «division commerciale», chargée de la vente d'automobiles, de motocyclettes et de pièces détachées de la marque Suzuki. Le requérant demande à être indemnisé de la perte d'environ 3 000 véhicules qui auraient été volés ou irrémédiablement endommagés par des soldats irakiens pendant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Il a soumis de nombreuses pièces justificatives, notamment des certificats de retrait d'immatriculation pour tous les véhicules en question. Il demande aussi à être dédommagé de pertes diverses: réparation de biens immobiliers, pertes de biens corporels, de marchandises en stock, de numéraire, de revenus commerciaux ou industriels et de sommes à recevoir, coûts supplémentaires et autres pertes.

55. À la demande du Comité, des membres du secrétariat se sont entretenus avec le requérant à l'occasion d'une mission technique effectuée au Koweït en octobre 2003. Ils ont également inspecté les locaux de l'entreprise du requérant, qui avait repris ses activités, à Al Rai, Shweikh et Al Ahmadi, et ont pris note de la capacité de l'entreprise au vu du grand nombre de véhicules qui se trouvaient sur place.

56. Se fondant sur l'ensemble des éléments de preuve, le Comité conclut qu'il n'y a pas de risque de surestimation en ce qui concerne la perte de véhicules de l'entreprise et recommande d'allouer une indemnité totale de USD 38 887 123 pour les pertes D8/D9.

E. Réclamations concernant des pertes qui ont eu lieu en Iraq

1. Réclamation n° 3010718

57. Le Comité a examiné une réclamation concernant des pertes, d'un montant de 30 438 700 dinars iraquien, subies par une exploitation piscicole en Iraq. D'après le requérant, cette exploitation a fait l'objet d'actes de sabotage et de pillage en février 1991 et, à la même époque, les immeubles de bureaux qu'il possédait à Bassora ont été gravement endommagés par les bombardements des forces de la Coalition alliée. Il demande à être indemnisé de la perte de biens immobiliers, de marchandises en stock, d'animaux d'élevage et de produits agricoles, de revenus commerciaux ou industriels, de biens corporels de l'entreprise, ainsi que de coûts supplémentaires. Bien qu'il ait fourni de nombreux éléments de preuve concernant la propriété, la matérialité de la perte et le lien de causalité, il n'a présenté aucun état financier pour les années ayant précédé l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. En raison de cette lacune, le Comité recommande de ne pas allouer d'indemnité pour la partie de la réclamation relative à la perte de revenus commerciaux ou industriels.

58. L'Iraq met en doute l'authenticité des signatures apposées sur certains documents, comme des rapports de police et des rapports d'inspection, et fait valoir que d'autres documents analogues sont dépourvus de signatures ou de cachets officiels. Toutefois, comme il n'a pas fourni de documents types, le Comité n'est pas en mesure de se prononcer sur le bien-fondé de ces arguments.

59. L'Iraq affirme aussi que les pertes n'ont pas été causées directement par son invasion et son occupation du Koweït puisqu'elles ont eu lieu quelques mois après la libération de ce pays – conclusion fondée apparemment sur le fait que le rapport d'inspection du Bureau des affaires criminelles de Bassora est daté du début d'août 1991. Le requérant a expliqué qu'il se trouvait au Koweït en février 1991, époque où les pertes ont été subies, mais que son fils avait été témoin des dommages causés à l'exploitation piscicole pendant les bombardements des forces de la Coalition alliée. Il a fourni une déclaration personnelle et de nombreuses déclarations de témoins indiquant que les pertes de l'entreprise ont été causées par les soldats irakiens et par les bombardements des forces de la Coalition pendant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Le Comité considère que ces éléments sont suffisants pour démontrer que les pertes du requérant résultent directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

60. Le Comité s'est demandé si les montants réclamés au titre des diverses pertes n'étaient pas surestimés, soit que le requérant ait gonflé les chiffres, soit qu'il y ait des incertitudes concernant le taux de change. Pour écarter le risque de surestimation, il a décidé d'appliquer un taux de change de 13 dinars irakiens pour un dinar koweïtien pour l'évaluation de toutes les pertes sauf la perte de véhicules de l'entreprise, que l'on a évaluée sur la base des cotes de l'Argus – ce qui

écarte tout risque de ce type. Le Comité recommande d'allouer une indemnité de USD 1 203 910 pour les pertes D8/D9.

2. Réclamation n° 4002385

61. Le Comité a examiné une réclamation concernant des pertes de USD 40 500 000 subies par une entreprise générale établie en Iraq. La réclamation avait été déposée initialement dans la catégorie «E», mais a ensuite été transférée à la catégorie «D» car il s'agit de pertes d'une entreprise non constituée en société.

62. Les principales pertes du requérant se rapportent à des paiements qu'il a faits à certains travailleurs au titre des salaires que leur devaient les entrepreneurs pour le compte desquels il les avait recrutés. En outre, il demande à être indemnisé de l'assistance financière qu'il a fournie à divers travailleurs étrangers ou des dépenses qu'il a engagées pour leur venir en aide après l'invasion du Koweït, jusqu'à ce qu'il puisse quitter l'Iraq. Toutefois, comme ces deux types de pertes ne sont pas étayés par des pièces justificatives suffisantes, le Comité considère qu'elles ne sont pas indemnisables en tant que «paiements ou secours à des tiers».

63. Le requérant demande aussi à être indemnisé de la perte de biens corporels de l'entreprise en Iraq. Il affirme avoir perdu ces biens, mais ne précise pas dans quelles circonstances. Le Comité conclut qu'il n'a pas démontré que la perte résultait directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Il recommande donc de ne pas allouer d'indemnité à ce titre.

64. Le requérant fait également état de diverses pertes liées à des contrats. Le Comité considère que deux d'entre elles ne sont pas indemnisables, les pièces justificatives fournies étant insuffisantes. Il constate que les pertes relatives à trois contrats correspondent à des sommes à recevoir qui étaient déjà dues avant le 2 août 1990. Il recommande d'allouer une indemnité pour sommes à recevoir dans un seul cas.

65. L'Iraq affirme que les pertes alléguées ne résultent pas directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït et qu'elles ne sont pas confirmées par les éléments de preuve fournis par le requérant. Le Comité, ayant pris en considération les observations de l'Iraq, recommande d'allouer au total USD 121 818 pour les pertes D8/D9.

F. Réclamations concernant des hôtels

66. Les trois réclamations suivantes ont été déposées par les propriétaires d'hôtels au Koweït, le Holiday Inn Crowne Plaza, le Messilah Beach Hotel et le Kuwait Regency Palace Hotel. À la différence de nombreux hôtels ayant fait l'objet de réclamations présentées à la Commission, ces établissements étaient exploités en tant qu'entreprises individuelles. À la demande du Comité, des membres du secrétariat, accompagnés d'un expert – conseil en hôtellerie et d'un juricomptable, ont inspecté les hôtels et se sont entretenus avec les requérants ou leurs représentants. Ces visites sur place ont été particulièrement utiles pour déterminer l'ampleur des dommages ainsi que la qualité et l'importance des réparations effectuées depuis l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq.

1. Réclamation n° 3010489

67. La réclamation concernant les pertes du Kuwait Regency Palace Hotel porte sur un montant de USD 135 809 510. Avant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, cet hôtel était membre de l'association «Leading Hotels of the World». Le requérant affirme que les

soldats irakiens l'ont transformé en quartier général militaire et en centre de détention pendant la période de l'invasion et de l'occupation, et qu'avant leur départ ils l'ont pillé et bombardé et ont posé des mines sur la plage attenante. Il demande à être indemnisé pour dommages causés à des biens immobiliers, pour la perte de revenus commerciaux ou industriels, de biens corporels, de marchandises en stock, de numéraire et de véhicules de l'entreprise, ainsi que pour frais de redémarrage. À l'appui de sa réclamation, il a présenté un rapport établi par un expert en sinistres, un rapport d'évaluation concernant les travaux, des contrats de travaux, des bons de commande, des factures de réparation, des états financiers ainsi que des photographies et des vidéos de l'hôtel endommagé.

68. Le requérant avait initialement demandé à être indemnisé de la perte de revenus commerciaux ou industriels pendant 65 mois, dont les 7 mois de la période d'invasion et d'occupation, 15 mois supplémentaires pour les réparations et le déminage, et encore 43 mois de revenus inférieurs à la normale en raison de l'activité limitée de l'hôtel. En ce qui concerne le déminage, le requérant a fourni un certificat du Ministère de l'intérieur daté du 13 mai 1991, indiquant que des mines avaient été découvertes sur la plage de l'hôtel et qu'il faudrait un an pour les éliminer. Le requérant déclare que les activités de déminage et de réparation ont pris fin en mai 1992 et que l'hôtel a rouvert ses portes le mois suivant. Compte tenu de ces éléments, le Comité considère qu'il convient en l'occurrence d'accorder une indemnité pour une période de 22 mois correspondant à la durée de fermeture de l'hôtel.

69. À la demande du Comité, des membres du secrétariat, accompagnés de l'expert-conseil en hôtellerie et du juricomptable, se sont entretenus avec le requérant et ont inspecté l'hôtel à l'occasion d'une mission technique effectuée au Koweït en octobre 2003.

70. L'Iraq considère que les «autres pertes» du requérant, d'un montant de 12 322 663 dinars koweïtiens, ne résultent pas directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït. Le Comité estime que ces pertes recourent largement la réclamation pour perte de revenus commerciaux ou industriels et la réclamation pour réparations, et qu'elles ne sont donc pas indemnisables. Il constate aussi que les pertes restantes relatives aux frais de redémarrage ne correspondent pas à des frais effectifs et ne sont donc pas indemnisables. Les observations de l'Iraq concernant les «autres pertes» ont donc été prises en considération par le Comité. L'Iraq fait également valoir qu'il n'est pas possible de vérifier si les réparations effectuées après l'invasion et l'occupation du Koweït ont entraîné une plus-value. Se fondant sur des éléments de preuve indiquant que l'hôtel n'avait pas été entièrement réparé et que les rénovations ne lui avaient pas rendu le standing qui était le sien au 2 août 1990, le Comité conclut qu'il n'y a pas eu plus-value.

71. Le Comité a examiné les pièces justificatives fournies par le requérant ainsi que les rapports d'entrevue et d'inspection des locaux. Se fondant sur l'ensemble des éléments de preuve, il recommande d'allouer une indemnité de USD 30 498 586 pour les pertes D8/D9.

2. Réclamation n° 3009261

72. La réclamation concernant les pertes du Messilah Beach Hotel porte sur un montant de USD 53 938 290. Le requérant déclare que l'hôtel a été occupé par les forces irakiennes pendant l'invasion et l'occupation du Koweït et a de ce fait été gravement endommagé. Il demande à être indemnisé des dépenses qu'il a engagées pour remettre les lieux en état après la libération du Koweït, ainsi que de la perte de revenus commerciaux ou industriels. À l'appui

de sa réclamation, il a présenté un contrat de réparation, des factures de réparation, des états financiers et un rapport d'expertise comprenant des photos de l'hôtel endommagé.

73. À la demande du Comité, des membres du secrétariat, accompagnés de l'expert-conseil en hôtellerie et du juricomptable, se sont entretenus avec le requérant et ont inspecté l'hôtel à l'occasion d'une mission technique effectuée au Koweït en octobre 2003.

74. L'Iraq affirme que la perte de revenus commerciaux ou industriels a un caractère hypothétique. Le Comité n'est toutefois pas de cet avis, la perte étant corroborée par des états financiers vérifiés et d'autres pièces justificatives attestant que l'hôtel dégageait des bénéfices au moment de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Le Comité recommande donc d'allouer une indemnité à ce titre.

75. Le Comité a examiné toutes les pièces justificatives fournies par le requérant ainsi que les rapports d'entrevue et d'inspection. Se fondant sur l'ensemble des éléments de preuve, il recommande d'allouer une indemnité de USD 14 731 636 pour les pertes D8/D9.

76. En outre, le Comité a examiné les pertes D7, d'un montant de USD 19 507 233, dont le requérant fait état et qui correspondent au coût effectif ou estimatif des réparations ou à la perte de revenus locatifs pour 73 autres biens immobiliers endommagés pendant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. L'Iraq fait valoir que les pertes D7 relatives à des biens immobiliers ne découlent pas directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït. Le Comité estime toutefois que le caractère direct de ces pertes est confirmé par les éléments de preuve, qui comprennent des rapports d'expertise détaillés, des déclarations de témoins et des photographies des biens endommagés.

77. Le Comité considère néanmoins que les réparations effectives dont le requérant demande à être dédommagé sont surestimées et recommande à ce titre une indemnité fondée sur les montants confirmés par les états financiers du requérant. Il recommande d'allouer une indemnité de USD 4 324 552 pour les pertes D7.

3. Réclamation n° 3005736

78. La réclamation concernant les pertes de l'hôtel Holiday Inn Crowne Plaza porte sur un montant de USD 12 911 263. Le requérant déclare que les soldats irakiens ont occupé l'hôtel pendant la période de l'invasion et de l'occupation du Koweït et que, quand les troupes irakiennes se sont retirées du Koweït, elles ont répandu du diesel dans le hall et y ont mis le feu, l'incendie et la fumée provoquant de graves dégâts. Il déclare également que les soldats irakiens ont tiré des roquettes sur l'hôtel, ce qui en a gravement endommagé les structures. Ses principales pertes se rapportent à la réparation de biens immobiliers et à la perte de revenus commerciaux ou industriels. Le reste correspond à la perte de véhicules de l'entreprise, à des coûts supplémentaires et à d'autres pertes. À l'appui de sa réclamation, le requérant a fourni des contrats de réparation, des factures de rénovation, un rapport d'expertise établi par un ingénieur architecte, des états financiers et le rapport d'un expert en sinistres.

79. À la demande du Comité, des membres du secrétariat, accompagnés de l'expert-conseil en hôtellerie et du juricomptable, se sont entretenus avec le requérant et ont inspecté l'hôtel à l'occasion d'une mission technique effectuée au Koweït en octobre 2003.

80. Le Comité a examiné toutes les pièces justificatives fournies par le requérant, les rapports d'entrevue et d'inspection ainsi que les observations de l'Iraq concernant les pertes du requérant. Se fondant sur l'ensemble des éléments de preuve, il recommande d'allouer une indemnité de USD 8 239 003 pour les pertes D8/D9.

V. AUTRES RÉCLAMATIONS CONCERNANT DES PERTES QUI ONT EU LIEU EN IRAQ

81. Vingt autres réclamations ont été communiquées à l'Iraq parce que la totalité ou une partie des pertes avaient eu lieu sur son territoire. À l'exception d'une réclamation présentée par un ressortissant koweïtien, elles avaient toutes été soumises par des requérants non koweïtiens qui vivaient ou travaillaient en Iraq ou qui y avait des intérêts commerciaux. Le montant total réclamé est de USD 42 665 670.

82. Plusieurs réclamations portent sur la perte de biens personnels ou de biens corporels de l'entreprise, que les requérants ont abandonnés en Iraq et n'ont pas récupérés par la suite car ils n'ont pas pu retourner dans ce pays. Dans chaque cas, le Comité a examiné les déclarations personnelles et les déclarations de témoins ainsi que tous les autres documents fournis par les requérants, afin de déterminer si les pertes découlaient directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Lorsque les requérants n'ont pas donné de renseignements précis sur les circonstances de la perte et se sont bornés à déclarer qu'ils avaient dû abandonner leurs biens en Iraq, le Comité ne recommande pas d'indemnité, les intéressés n'ayant pas apporté la preuve que la perte résultait directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Le montant total recommandé pour ces 20 réclamations est de USD 13 598 020.

VI. QUESTIONS DIVERSES

A. Déduction d'indemnités allouées au titre de réclamations des catégories «A», «B» et «C»

83. Les indemnités recommandées par le Comité tiennent compte de toute indemnité éventuellement versée au même requérant pour les mêmes pertes dans les catégories «A», «B» et «C», dont le montant a été déduit. Dans certains cas, la déduction d'une indemnité allouée au titre de la catégorie «C» est en fait une déduction d'un montant calculé sur la base de la proportionnalité. Cela se produit lorsqu'il y a plusieurs éléments de perte de la catégorie «C» et que l'indemnité allouée dans cette catégorie a été limitée à USD 100 000. En pareil cas, on remonte par la formule de proportionnalité aux éléments de perte de la catégorie «C» pour parvenir à un montant qui peut être déduit de l'indemnité correspondante allouée dans la catégorie «D».

B. Taux de change monétaire

84. La Commission alloue des indemnités exprimées en dollars des États-Unis. Le Comité doit donc déterminer le taux de change applicable aux réclamations dont les montants sont libellés dans d'autres monnaies.

85. Le Comité estime qu'il n'est pas possible de calculer le taux de change individuellement pour chaque réclamation. Il adopte par conséquent le raisonnement du Comité «D1» sur cette question⁴. Pour les réclamations dont les montants sont libellés en dinars koweïtiens, le taux de change à appliquer pour effectuer la conversion en dollars des États-Unis est celui qui était en vigueur immédiatement avant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq (le 1^{er} août 1990).

Pour les réclamations dont les montants sont libellés dans des monnaies autres que le dinar koweïtien ou le dollar des États-Unis, le taux de change à appliquer pour la conversion en dollars des États-Unis est le taux moyen en vigueur pendant le mois d'août 1990 qui est consigné dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'ONU.

C. Calcul des intérêts

86. Dans sa décision 16 (S/AC.26/1992/16), le Conseil d'administration a précisé qu'il examinerait les méthodes de calcul et de paiement des intérêts le moment venu. En conséquence, le Comité ne formule aucune recommandation à ce sujet et la seule tâche qui lui incombe est de définir la date de la perte. Dans la même décision, le Conseil d'administration a décidé ce qui suit: «Il sera alloué des intérêts aux requérants dont la réclamation aura été acceptée à partir de la date à laquelle la perte leur a été infligée jusqu'à la date du paiement, à un taux suffisant pour compenser la perte découlant pour eux de l'impossibilité de faire usage pendant l'intervalle du principal de l'indemnité octroyée.». Pour les pertes de la catégorie «D» autres que les pertes commerciales ou industrielles des personnes physiques ou des particuliers, «la date à laquelle la perte [...] a été infligée», mentionnée dans la décision 16 du Conseil d'administration, est fixe, soit le 2 août 1990 (date de l'invasion et du début de l'occupation du Koweït par l'Iraq)⁵. Les réclamations de la catégorie «D» pour pertes de revenus commerciaux ou industriels portent sur des revenus qui auraient été acquis tout au long d'une période donnée. Si les intérêts pour ces pertes commençaient à courir le 2 août 1990, ce mode de calcul se traduirait par une surindemnisation des requérants. Le Comité recommande donc, aux fins du calcul des intérêts, de retenir comme date de la perte le milieu de la période pour laquelle une indemnité pour manque à gagner a été allouée⁶.

D. Frais d'établissement des dossiers de réclamation

87. Un certain nombre de requérants de la catégorie «D» ont aussi demandé des indemnités pour frais d'établissement des dossiers de réclamation, en en précisant le montant dans le formulaire de réclamation, ou en formulant leur demande en termes généraux. Le Comité a été informé par le Secrétaire exécutif de la Commission que le Conseil d'administration entendait régler la question des frais d'établissement des dossiers de réclamation à une date ultérieure. Il ne fait donc, à ce stade, aucune recommandation concernant l'indemnisation au titre de ces frais.

VII. INDEMNITÉS RECOMMANDÉES

88. Le tableau 2 ci-après indique les indemnités recommandées par le Comité pour chaque entité déclarante de la troisième partie de la dix-huitième tranche. Chacune de ces entités recevra une liste confidentielle des différentes recommandations concernant ses requérants. Un montant de USD 20 854 528,46 est réclamé au titre des intérêts et un montant de USD 114 798,57 au titre des frais d'établissement des dossiers. Le montant total net – déduction faite des pertes subies par des sociétés, des intérêts et des frais d'établissement des dossiers – réclamé pour les réclamations de la troisième partie de la dix-huitième tranche s'élève ainsi à USD 748 526 762,51. Comme le montre le tableau 2, le Comité recommande d'allouer, sur ce montant net, des indemnités se chiffrant au total à USD 193 466 916,94.

Tableau 2. Indemnités recommandées par entité déclarante

<u>Entité déclarante</u>	<u>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</u>	<u>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</u>	<u>Montant réclamé (USD)</u>	<u>Montant net réclamé (USD)^a</u>	<u>Montant recommandé (USD)</u>
Allemagne	0	1	6 768 948,78	6 768 948,78	122 932,19
Arabie saoudite	1	0	502 395,19	496 790,38	0,00
Égypte	1	6	6 592 289,28	6 592 289,28	475 648,14
Inde	1	0	9 942 862,00	9 942 862,00	0,00
Italie	1	0	284 654,53	284 654,53	0,00
Jordanie	1	8	139 330 340,25	139 330 340,25	28 268 928,96
Koweït	0	12	509 553 624,77	488 703 209,55	162 797 359,89
Liban	1	2	5 495 750,00	5 495 750,00	29 260,00
Pakistan	0	1	8 329 038,00	8 329 038,00	114 706,17
Royaume-Uni	0	3	62 199 837,60	62 199 837,60	375 360,13
Yémen	0	2	20 496 349,14	20 383 042,14	1 282 721,46
<u>Total</u>	<u>6</u>	<u>35</u>	<u>769 496 089,54</u>	<u>748 526 762,51</u>	<u>193 466 916,94</u>

^a Non compris un montant de USD 20 854 528,46 au titre des intérêts et un montant de USD 114 798,57 au titre des frais d'établissement des dossiers.

89. Le Comité soumet son rapport au Conseil d'administration par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif, en application de l'alinéa e de l'article 38 des Règles.

Genève, le 30 avril 2004

(Signé) K. Hossain
Président

(Signé) I. Suzuki
Commissaire

(Signé) N. Comair-Obeid
Commissaire

Notes

¹ Pour une description détaillée des réclamations comprises dans les première et deuxième parties de la dix-huitième tranche, voir les documents intitulés «Rapport et recommandations du Comité de commissaires “D2” concernant la première partie de la dix-huitième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d’un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie “D”)» (S/AC.26/2003/18), par. 2 à 4, et «Rapport et recommandations du Comité de commissaires “D2” concernant la deuxième partie de la dix-huitième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d’un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie “D”)» (S/AC.26/2004/R.11), par. 3 à 6.

² «Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la sixième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d’un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie “D”)» (S/AC.26/2000/24) (le «rapport sur la sixième tranche»). Voir, en particulier, les sections II et III.

³ Voir également les paragraphes 1 et 3 de l’article 35 des Règles.

⁴ «Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la première partie de la première tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d’un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie “D”)» (S/AC.26/1998/1), par. 61 à 63.

⁵ Ibid., par. 64 et 65. Le Comité «D2» fait état de cette décision dans son rapport concernant la sixième tranche de réclamations de la catégorie «D», par. 226.

⁶ Cela correspond à la pratique des autres comités; voir par exemple «Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations de la catégorie “E4”» (S/AC.26/1999/4), par. 230.
